

Re Jenkins

AFFAIRE INTÉRESSANT :

Les Règles de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

et

Dean Martin Jenkins

2020 OCRCVM 44

Formation d'instruction de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières
(section de l'Ontario)

Audience tenue par vidéoconférence le 8 décembre 2020 à Toronto (Ontario)

Décision rendue le 8 décembre 2020

Motifs de la décision publiés le 18 décembre 2020

Formation d'instruction

Emily Cole, présidente, Peter Gribbin et Guenther Kleberg

Comparutions

Kathryn Andrews, avocate principale de la mise en application

Mitchell Fournie, pour Dean Martin Jenkins

Dean Martin Jenkins (présent)

DÉCISION SUR LA RESPONSABILITÉ ET L'AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE SUR LES SANCTIONS

L'INTRODUCTION

¶ 1 L'audience visait à déterminer si les aveux faits par l'intimé, Dean Martin Jenkins, et les faits convenus entre lui et le personnel de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) dans l'exposé conjoint des faits daté du 30 novembre 2020 constituaient une preuve suffisante de la responsabilité de l'intimé. L'intimé a demandé que, dans l'éventualité où la présente formation d'instruction le jugerait responsable, elle ajourne l'audience sur les sanctions jusqu'à ce que l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (ACFM) rende sa décision sur les sanctions dans une procédure connexe.

LE CONTEXTE

¶ 2 Par un avis d'audience daté du 28 février 2020, l'OCRCVM a entrepris une procédure à l'endroit de l'intimé. Selon l'exposé des allégations, l'intimé aurait contrevenu à l'article 14 de la Règle 18 et à l'article 1 de la Règle 29 des courtiers membres.

¶ 3 Le 30 novembre 2020, le personnel de l'OCRCVM et l'intimé se sont entendus sur un exposé conjoint

des faits, qui est joint à l'annexe A de la présente décision. Le 1^{er} décembre 2020, les parties ont déposé l'exposé conjoint des faits et demandé à ce que l'audience sur le fond soit convertie en audience sur la responsabilité.

¶ 4 Par un avis d'audience daté du 15 janvier 2020, qui est joint à l'annexe B de la présente décision, l'ACFM a entrepris une procédure disciplinaire à l'endroit de l'intimé. Selon l'exposé des allégations de l'ACFM, la conduite de l'intimé aurait contrevenu aux statuts, aux règles ou aux politiques de l'ACFM. La conduite alléguée était en grande partie semblable à la conduite alléguée dans la présente affaire.

¶ 5 Le 2 novembre 2020, le personnel de l'ACFM et l'intimé se sont entendus sur un exposé conjoint des faits dans lequel l'intimé a admis des faits constituant des contraventions aux statuts, aux règles ou aux politiques de l'ACFM. L'exposé conjoint des faits de l'ACFM est joint à l'annexe C de la présente décision.

¶ 6 Le 3 novembre 2020, l'ACFM a tenu une audience sur les sanctions. Après avoir entendu les observations des parties concernant les sanctions, la formation d'instruction de l'ACFM a mis sa décision en délibéré et indiqué qu'elle rendrait une décision écrite et fournirait ses motifs en temps voulu. Le communiqué de presse de l'ACFM indiquant que la formation d'instruction de l'ACFM a mis en délibéré sa décision sur les sanctions est joint à l'annexe D de la présente décision.

L'ANALYSE

PREMIÈRE QUESTION : DÉTERMINER SI LES FAITS CONVENUS DANS L'EXPOSÉ DES FAITS PROUVENT LES CONTRAVENTIONS ALLÉGUÉES.

¶ 7 L'intimé reconnaît la contravention suivante :

Au cours de la période de novembre 2013 au 12 février 2016, l'intimé a facilité des placements sans inscription dans les livres pour divers clients, à l'insu et sans le consentement du courtier membre qui l'employait, et a touché une rémunération pour ces placements, en contravention de l'article 14 de la Règle 18 et de l'article 1 de la Règle 29 des courtiers membres.

¶ 8 En vertu de l'article 14 de la Règle 18 sur l'activité professionnelle externe :

(1) Un représentant inscrit ou un représentant en placement peut avoir et poursuivre une activité professionnelle externe, notamment une autre activité rémunératrice que celle exercée auprès du courtier membre, à condition :

- (a) que la commission des valeurs mobilières du territoire dans lequel il agit ou se propose d'agir en cette qualité, ou que la législation ou les instructions générales sur les valeurs mobilières qu'applique cette commission, ne lui interdisent pas de consacrer moins que la totalité de son temps au commerce des valeurs mobilières exercé par le courtier membre qui l'emploie;
- (b) que le courtier membre établisse et maintienne des procédures acceptables pour la Société pour assurer un service permanent aux clients et pour prévenir les conflits d'intérêts éventuels;
- (c) que le représentant inscrit ou le représentant en placement informe le courtier membre de l'activité professionnelle externe à laquelle il s'adonne et qu'il obtienne l'approbation du courtier membre avant de le faire;
- (d) que le courtier membre avise la Société de cette activité professionnelle externe de la manière et dans les délais prescrits dans la norme canadienne ou le Règlement applicable; et
- (e) que cette activité professionnelle externe :
 - (i) ne soit pas de nature à discréditer le secteur des valeurs mobilières;
 - (ii) ne soit pas avec un autre courtier qui est membre d'un organisme d'autoréglementation reconnu à moins :

- (1) que ce courtier ne soit une société reliée au courtier membre qui emploie le représentant inscrit ou le représentant en placement et que le courtier membre et la société reliée donnent des cautionnements réciproques suivant l'article 6 de la Règle 6,
- (2) et que cette activité professionnelle externe ne soit pas contraire aux dispositions des lois sur les valeurs mobilières applicables ou de toute instruction générale adoptée suivant de telles lois.

¶ 9 L'article 1 de la Règle 29 sur la conduite des affaires était en vigueur au moment de la contravention. Selon cet article :

Les courtiers membres ainsi que chaque associé, administrateur, dirigeant, surveillant, représentant inscrit, représentant en placement et employé d'un courtier membre

- (i) sont tenus d'observer des normes élevées d'éthique et de conduite professionnelle dans l'exercice de leur activité,
- (ii) ne doivent pas avoir de conduite ou de pratique commerciale inconvenante ou préjudiciable aux intérêts du public et
- (iii) doivent avoir le caractère, la réputation, l'expérience et la formation qui correspondent aux normes mentionnées aux points (i) et (ii) qui précèdent ou que le conseil peut prescrire. Aux fins des procédures disciplinaires prévues aux Règles, chaque courtier membre est responsable des actes et des omissions de chacun de ses associés, administrateurs, dirigeants, surveillants, représentants inscrits, représentants en placement et employés, et chacune des personnes susmentionnées doit se conformer à toutes les Règles auxquelles le courtier membre doit se conformer.

¶ 10 L'aperçu de l'exposé des faits se lit comme suit :

L'aperçu

De 2013 au 12 février 2016 (**la période des faits reprochés**), l'intimé a été un représentant inscrit chez Edward Jones Inc. (Edward Jones) dans la région de St. Catharines, en Ontario.

Au cours de la période des faits reprochés, l'intimé a facilité pour de nombreux clients l'achat sans inscription dans les livres de créances hypothécaires syndiquées, sans informer son employeur de son activité relative à ces produits ou de ces placements effectués par les clients. Durant cette période, l'intimé a reçu une rémunération de 55 450 \$ pour les achats sans inscription dans les livres effectués par ses clients.

L'intimé n'est plus inscrit auprès de l'OCRCVM depuis son départ d'Edward Jones. Il a indiqué qu'il n'a pas l'intention de revenir dans le secteur des valeurs mobilières.

L'intimé n'a pas d'antécédents disciplinaires auprès de l'OCRCVM.

¶ 11 Nous estimons que les aveux faits par l'intimé et les faits convenus dans l'exposé conjoint des faits daté du 30 novembre 2020 prouvent la contravention.

DEUXIÈME QUESTION : DÉTERMINER SI L'AUDIENCE SUR LES SANCTIONS DOIT ÊTRE AJOURNÉE JUSQU'À CE QUE L'ACFM RENDE SA DÉCISION SUR LES SANCTIONS.

¶ 12 Nous avons décidé d'exercer le pouvoir discrétionnaire qui nous est accordé en vertu du paragraphe (5) de l'article 8422 des Règles de procédure pour ajourner l'audience sur les sanctions jusqu'à ce que l'ACFM rende sa décision sur les sanctions pour les raisons suivantes :

¶ 13 L'intimé dispose d'un droit à l'équité procédurale, ce qui comprend le droit d'être entendu. Dans la

décision *Re Darrigo*, une formation d’instruction de l’OCRCVM a reconnu le droit à l’équité procédurale dans le contexte d’une demande d’ajournement.

La formation reconnaît que les principes de l’équité procédurale exigent qu’une personne soit informée de la preuve qu’elle devra réfuter et qu’on lui donne la possibilité d’y répondre devant le décideur. Les détails de ce que ce droit entraîne sont bien établis en droit et il n’est pas nécessaire de les répéter dans les présents motifs...

Re Darrigo 2014 OCRCVM 48, paragraphe 9

¶ 14 Dans cette même décision, la formation d’instruction a ensuite déclaré que le droit à l’équité procédurale d’un particulier est flexible et doit être pondéré en regard de l’objectif de l’OCRCVM et du besoin d’un processus décisionnel efficace.

...Il est également clair en droit que la portée et l’étendue du droit à l’équité procédurale sont flexibles selon les circonstances de l’espèce et que les droits des particuliers doivent être pondérés en regard de l’exécution efficace et rapide de fonctions publiques. Par exemple, dans l’ouvrage *Hearings Before Administrative Tribunals* (Third Edition), Macauley et Sprague disent au paragraphe 12.2 (c) [TRADUCTION] « ... l’essence du droit administratif est la pondération des droits à accorder aux particuliers en vue de la protection de leurs droits en regard du besoin d’efficacité pour la société dans le processus décisionnel administratif... » et « Un organisme existe en vue d’accomplir un objet défini par la loi... On ne peut apprécier l’équité d’une situation sans prendre en compte ce que l’organisme est censé accomplir et les contraintes pratiques auxquelles il se heurte dans sa tâche. »

Re Darrigo, ibid

¶ 15 L’objectif de l’OCRCVM est avant tout de protéger les investisseurs. Dans la présente affaire, les investisseurs n’ont subi aucun préjudice durable, et nous sommes convaincus qu’ils ne risquent pas d’en subir un à l’avenir. L’intimé n’est plus une personne inscrite auprès de l’OCRCVM. Il n’a pas l’intention de revenir dans le secteur des valeurs mobilières, à quelque titre que ce soit. Selon l’exposé conjoint des faits de l’ACFM, l’intimé n’est plus une personne inscrite auprès de l’ACFM.

¶ 16 Dans le contexte d’une audience sur les sanctions, le droit à l’équité procédurale englobe le droit de présenter des preuves pertinentes et des observations. La procédure de l’ACFM découle d’une conduite semblable. Par conséquent, la décision sur les sanctions de l’ACFM peut être pertinente pour notre détermination des sanctions appropriées à imposer à l’intimé dans la présente procédure.

¶ 17 Selon les Lignes directrices sur les sanctions de l’OCRCVM, les sanctions doivent empêcher et décourager l’intimé d’avoir une conduite fautive à l’avenir (la dissuasion spécifique) et dissuader les autres d’avoir une conduite fautive similaire (la dissuasion générale).

¶ 18 Les sanctions doivent être proportionnées à la conduite en cause. Il faut également les adapter à l’intimé de façon à ce qu’elles aient un effet dissuasif sur lui.

Les Lignes directrices sur les sanctions de l’OCRCVM, 2 février 2015

¶ 19 L’efficacité de la dissuasion générale repose sur des sanctions proportionnées et cohérentes qui permettent aux membres du secteur de savoir quelles sont les attentes à leur égard :

[traduction] Les attentes du secteur et la façon dont celui-ci comprend les choses sont particulièrement pertinentes lorsqu’il est question de dissuasion générale. Si une sanction est inférieure aux attentes des membres du secteur en ce qui concerne la conduite visée, cela peut nuire aux objectifs visés par la procédure disciplinaire de l’Association; de même, des sanctions excessives peuvent réduire le respect à l’égard de la procédure et, du coup, diminuer son effet dissuasif. Donc, dans une audience sur les sanctions, [la formation d’instruction] a pour mission de déterminer une

sanction appropriée par rapport à la conduite en cause et à l'intimé, pénétrée de l'idée que le but premier est la prévention plutôt que le châtement.

Re Mills, [2001] I.D.A.C.D. No. 7, paragraphe 3

¶ 20 Nous estimons que le droit à l'équité procédurale de l'intimé l'emporte nettement sur tout préjudice potentiel à l'intérêt public dans le contexte de la tenue efficace et rapide de la procédure.

¶ 21 Le personnel de la mise en application consent à l'ajournement.

LA CONCLUSION

¶ 22 Nous estimons que l'intimé est responsable de la contravention telle qu'elle a été reconnue dans l'exposé conjoint des faits.

¶ 23 L'audience sur les sanctions dans la présente affaire est ajournée et devra reprendre rapidement devant la présente formation d'instruction lorsque l'ACFM aura rendu sa décision sur les sanctions.

Fait le 18 décembre 2020 à Toronto (Ontario).

Emily Cole

Peter Gribbin

Guenther Kleberg

Annexe A

EXPOSÉ CONJOINT DES FAITS

I. L'INTRODUCTION

1. Le Service de la mise en application de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) a mené une enquête (l'enquête) sur la conduite de l'intimé, Dean Martin Jenkins (l'intimé).
2. L'enquête a révélé des faits pour lesquels une formation d'instruction (la formation d'instruction) pourrait imposer des sanctions disciplinaires à l'intimé.
3. Le personnel de l'OCRCVM (le personnel) et l'intimé reconnaissent les faits exposés ci-dessous.

II. LA CONTRAVENTION

4. L'intimé reconnaît la contravention suivante :

Au cours de la période de novembre 2013 au 12 février 2016, l'intimé a facilité des placements sans inscription dans les livres pour divers clients, à l'insu et sans le consentement du courtier membre qui l'employait, et a touché une rémunération pour ces placements, en contravention de l'article 14 de la Règle 18 et de l'article 1 de la Règle 29 des courtiers membres.

III. L'EXPOSÉ DES FAITS

L'aperçu

5. De 2013 au 12 février 2016 (la période des faits reprochés), l'intimé a été un représentant inscrit chez Edward Jones Inc. (Edward Jones) dans la région de St. Catharines, en Ontario.
6. Au cours de la période des faits reprochés, l'intimé a facilité pour de nombreux clients l'achat sans inscription dans les livres de créances hypothécaires syndiquées, sans informer son employeur de son activité relative à ces produits ou de ces placements effectués par les clients. Durant cette période,

l'intimé a reçu une rémunération de 55 450 \$ pour les achats sans inscription dans les livres effectués par ses clients.

7. L'intimé n'est plus inscrit auprès de l'OCRCVM depuis son départ d'Edward Jones. Il a indiqué qu'il n'a pas l'intention de revenir dans le secteur des valeurs mobilières.
8. L'intimé n'a pas d'antécédents disciplinaires auprès de l'OCRCVM.

Les participants de Tier 1

9. Tier 1 Transaction Advisory Services Inc. (Tier 1 TAS) était une société de gestion spécialisée dans le financement de projets immobiliers et dans la création et la conception de produits hypothécaires.
10. First Commonwealth Mortgage Corporation (First Commonwealth), maison de courtage d'hypothèques, était titulaire d'un permis de la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO, aujourd'hui appelée FSRA) et autorisée à distribuer les produits de Tier 1 TAS.
11. Tier 1 Mortgage Corporation (Tier 1 Mortgage) était titulaire d'un permis de la CSFO et autorisée à distribuer des produits de Tier 1 TAS. Les trois sociétés susnommées sont collectivement désignées ci-après par « Tier 1 ».
12. Olympia Trust Company (Olympia Trust) était dépositaire des fonds transférés par les clients aux fins de placement dans divers projets de développement immobilier associés à Tier 1.
13. JC, une connaissance de l'intimé, participait à la commercialisation et à la promotion de produits de placement de Tier 1. Il n'était pas inscrit auprès de l'OCRCVM ou de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels. Il ne possédait pas non plus de permis de la CSFO au cours de la période des faits reprochés.
14. Les placements des clients ont été effectués dans diverses créances hypothécaires syndiquées de Tier 1, tels que les projets Whitby Boathaus, Memory Care Investments Ltd (Memory Care) (maisons de santé à Burlington, à Oakville ou à Kitchener) et Textbook Campus Suites Inc. (Textbook) (logements pour étudiants de niveau universitaire ou collégial à London ou à Ottawa).

L'activité de l'intimé

15. De la fin de 2013 au début de février 2016, l'intimé a recommandé et facilité des placements de clients dans divers projets de développement immobilier de Tier 1 sans déclarer ses activités à son employeur.
16. Certains clients ont vendu des placements dans leurs comptes Edward Jones afin de transférer les fonds nécessaires à Olympia Trust, avec l'aide de l'intimé. Olympia Trust a ensuite remis les fonds à Tier 1, qui a par la suite traité avec les différentes entreprises de construction.
17. Dans certains cas, les fonds ont été transférés à Olympia Trust depuis les comptes bancaires des clients ou d'autres sources, avec l'aide de l'intimé (plutôt que directement depuis les comptes Edward Jones).
18. Des clients ont obtenu ou se sont fait offrir un accès en ligne à un compte Olympia Trust où ils pouvaient consulter les détails de leurs placements. D'autres clients ont reçu par courriel des relevés d'Olympia Trust indiquant les intérêts trimestriels versés ainsi que les honoraires mensuels et annuels payés à Olympia Trust.
19. L'intimé a déclaré avoir avisé les clients qu'il recevrait une rémunération pour son rôle dans les placements de Tier 1. Cependant, les clients ne se rappelaient pas tous avoir été avisés, et ceux qui s'en souvenaient ne se rappelaient pas le montant ou le pourcentage de la rémunération.
20. Au cours de la période des faits reprochés, l'intimé a facilité pour des clients des achats sans inscription dans les livres d'au moins 980 000 \$ en produits de Tier 1. Le tableau 20a) ci-dessous résume les fonds transférés des comptes Edward Jones des clients à Olympia Trust, et le tableau 20b), les fonds remis par

les clients à Olympia Trust avec l'aide de l'intimé.

Tableau 20a) – Fonds provenant des comptes Edward Jones

Date	Client	Montant transféré à Olympia Trust
19 février 2014	M ^{me} RPe	54 780
14 mai 2014	RS	26 276
16 mai 2014	CS	26 364
30 septembre 2014	VF	50 320
24 octobre 2014	MR	15 000
23 février 2015	M ^{me} RPe	12 545
18 mars 2015	EK	32 836
31 juillet 2015	RS	29 343
15 septembre 2015	MR	11 200
24 novembre 2015	AK	18 118
5 février 2016	LB	34 655
8 février 2016	RP	150 027
8 février 2016	CP	50 150
		Total : 511 614 \$

Tableau 20b) – Fonds remis par les clients

Date	Client	Montant investi
Novembre 2013	M. RPe	25 500
Novembre 2013	M. RPe	38 200
Février 2014	M. RPe	315 000
Juillet 2014	GJ	40 300
Octobre 2015	GH	50 000
		Total : 469 000 \$

Les renseignements sur les placements de certains clients

GJ

21. GJ, homme de métier, est devenu le client de l'intimé en 2013.
22. En 2014, l'intimé a parlé à GJ des produits de placement de Tier 1. Celui-ci lui a dit qu'il disposerait bientôt d'une rente de retraite qu'il pourrait investir. L'intimé lui a conseillé d'investir ces fonds dans Whitby Boathaus (Scollard Development Corporation), un projet de Tier 1. Il a dit ce qui suit à GJ :
 - Tier 1 était un placement hypothécaire qui versait un intérêt de 8 % pour trois ans;
 - beaucoup de gens achetaient ce type de produit, et la date de clôture du placement approchait;
 - un compte serait ouvert pour lui chez Olympia Trust.

23. GJ affirme que l'intimé n'a mentionné aucun des risques associés au projet Whitby Boathaus. Il a parlé d'autres projets de Tier 1 qui, selon ses dires, avaient été fructueux. L'intimé a apporté à GJ les documents concernant le projet Whitby Boathaus chez lui afin qu'il les signe. GJ n'avait pas entendu parler de JC avant d'investir dans Whitby Boathaus. En juillet 2014, il a placé sa rente de retraite de 40 300 \$ dans Whitby Boathaus sur les conseils de l'intimé.
24. GJ ne savait pas qui avait pris les dispositions avec Olympia Trust. Selon l'intimé, JC a pris les dispositions nécessaires au transfert des fonds de GJ à Olympia Trust. GJ a reçu par courriel les documents d'ouverture de compte et le dossier d'exécution de l'investisseur d'Olympia Trust. JC et RSi (dirigeant de Tier 1) figuraient tous deux sur le relevé de compte d'Olympia Trust de GJ pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 15 janvier 2015, relevé qui précisait qu'ils avaient l'autorisation d'obtenir des renseignements à propos du compte de GJ à Olympia Trust.
25. En 2014, GJ avait 58 ans. Ses connaissances en matière de placement étaient très limitées. L'intimé a manqué à son obligation d'examiner de façon adéquate la convenance du placement de la rente de retraite totale de GJ dans le produit de Tier 1 et d'en discuter avec son client. Étant donné la situation personnelle de GJ, le placement dans Tier 1 que lui a recommandé l'intimé ne lui convenait pas.
26. GJ a payé des honoraires à Olympia Trust pour son placement et a reçu des paiements d'intérêt sur son placement dans Whitby Boathaus.
27. Bien que GJ ait payé ces honoraires et reçu ces paiements, nous ne connaissons pas le montant, le cas échéant, reçu par GJ en guise de rendement du capital investi.

M^{me} RPe et M. RPe

28. M. et M^{me} RPe forment un couple marié et étaient des clients de l'intimé depuis un certain temps. À la fin de 2013, l'intimé a communiqué avec M. RPe pour lui suggérer un placement dans le domaine des hypothèques. Celui-ci a accepté d'en discuter, et l'intimé et JC se sont rendus chez les RPe à plus d'une reprise pour discuter des produits de Tier 1. Les RPe n'avaient jamais entendu parler de JC avant qu'il ne se rende chez eux avec l'intimé pour discuter des produits de Tier 1.
29. Le premier produit ayant fait l'objet des discussions était connu sous le nom de Vaughan Crossing. L'intimé a dit aux RPe que la date de clôture du placement hypothécaire approchait. JC et lui ont fourni à M. RPe des renseignements sur le projet de Tier 1.
30. À la suggestion de l'intimé, en novembre 2013, M. RPe a investi environ 63 000 \$ par voie de deux placements dans le projet de Tier 1 appelé Vaughan Crossing. L'intimé a suggéré les montants à prélever du compte CELI de M. RPe et d'un REER de conjoint. M. RPe a fourni ces fonds à Olympia Trust avec l'aide de l'intimé. Le dossier d'exécution de l'investisseur indiquait que le taux d'intérêt était de 8 % et qu'il serait de 12 % la dernière année.
31. En février 2014, M. RPe a placé 315 000 \$ dans le projet de Tier 1 appelé Memory Care Kitchener, sur les conseils de l'intimé. Ces fonds provenaient du CRIF de M. RPe et ont été fournis à Olympia Trust avec l'aide de l'intimé. Celui-ci a transmis à M. RPe les documents relatifs à ce placement.
32. En février 2014, M^{me} RPe a investi environ 54 000 \$ dans Memory Care Kitchener, sur les conseils de l'intimé. Ces fonds ont été transférés de son compte Edward Jones à Olympia Trust.
33. M. RPe rencontrait JC à l'occasion et a maintenu le contact avec lui pendant toute la durée du placement.
34. M^{me} RPe avait des connaissances limitées en matière de placement. En 2014, elle avait 57 ans, et son époux avait récemment cessé d'être employé. L'intimé n'a pas suffisamment discuté avec elle des risques ou de la pertinence du placement dans Tier 1. Le transfert d'environ 54 000 \$ du compte Edward Jones de M^{me} RPe en février 2014 représentait 95 % de son portefeuille à ce moment-là.

- 35. De novembre 2013 à 2016, les RPe ont payé des honoraires et reçu des paiements d'intérêt pour les placements dans Tier 1.
- 36. Nous ne connaissons pas le montant du capital, le cas échéant, qui a été versé aux RPe concernant leurs placements dans Tier 1.

Les K

- 37. GK et EK sont mari et femme et étaient des clients de l'intimé depuis un certain temps. Ils exploitent une ferme, et EK est une technicienne de laboratoire.
- 38. L'intimé a présenté les K à JC pour qu'ils discutent de polices d'assurance vie. JC a d'abord mentionné le nom de Tier 1 à GK. L'intimé et JC ont rencontré les K à leur domicile pour discuter d'assurance et des produits de Tier 1 à plus d'une occasion. JC a apporté des documents sur Tier 1 chez les K.
- 39. L'intimé a dit à GK que Tier 1 était un produit non traditionnel et une occasion de placement fabuleuse puisque ce produit versait un intérêt de 8 % et une prime de 4 % à la fin. Il a recommandé aux K d'investir dans Tier 1. Au dire des K, l'intimé et JK leur ont dit que ce placement était presque aussi garanti qu'un CPG. L'intimé a suggéré aux K d'utiliser une partie du REER d'EK et de la placer dans Tier 1.
- 40. En mars 2015, EK a placé environ 32 000 \$ dans Tier 1. L'intimé n'a pas expliqué les risques ou les inconvénients de la vente de titres détenus dans le compte Edward Jones d'EK aux fins d'un placement dans Tier 1. Les fonds ont été transférés du compte Edward Jones d'EK à Olympia Trust.
- 41. Bien que l'intimé ait suggéré d'investir des fonds supplémentaires dans un projet de Tier 1, les K ont refusé.
- 42. Nous ne connaissons pas le montant du capital, le cas échéant, qui a été versé à EK concernant son placement dans Tier 1.

GH

- 43. GH, homme de métier, est devenu client de l'intimé en août 2014. Il n'avait jamais investi dans des créances hypothécaires syndiquées. L'intimé lui a parlé de divers projets de Tier 1 et l'a encouragé à y investir. GH affirme que l'intimé lui a dit qu'il avait lui-même investi ou allait le faire.
- 44. L'intimé a fourni à GH des informations commerciales concernant des projets de Tier 1 appelés Memory Care Burlington et Memory Care Kitchener. Il a également indiqué à GH que ce serait un bon moyen de diversifier son portefeuille et que la clôture de ce placement était imminente. Il a également dit à GH qu'il y aurait des paiements d'intérêts de 8 % avec une prime supplémentaire de 4 % à la fin.
- 45. GH n'a rencontré JC qu'après avoir décidé d'investir dans les projets de Tier 1. JC a assisté à deux rencontres entre l'intimé et GH, notamment lorsque celui-ci a signé les documents. Par la suite, lorsque GH a commencé à se poser des questions à propos de son placement, il a communiqué la plupart de temps avec JC.
- 46. En octobre 2015, sur les conseils de l'intimé, GH a investi 18 800 \$ dans Memory Care Burlington et 31 200 \$ dans Memory Care Kitchener, pour un placement total de 50 000 \$. Ces fonds provenaient de ses épargnes et ont été transmis à l'intimé par chèque certifié libellé à l'ordre de ce que GH croyait être une entité de Tier 1.
- 47. GH a payé des honoraires et reçu des paiements d'intérêt sur son placement. Nous ne connaissons pas le montant, le cas échéant, que GH a reçu en guise de rendement du capital investi.

Les S

- 48. RS et CS, un couple marié, étaient clients de l'intimé depuis un certain temps. En mai 2014, sur les conseils de l'intimé, CS a transféré quelque 26 000 \$ à un compte Olympia Trust à partir de son compte

Edward Jones pour acheter un produit de Tier 1 appelé Memory Care. CS a payé des honoraires de 1 522 \$ et reçu des paiements d'intérêt de 4 325 \$ concernant son placement. Aucun intérêt n'a été versé après juillet 2016 même si des honoraires ont continué d'être déduits jusqu'en février 2018. Les relevés d'Olympia Trust indiquent un paiement de 4 479 \$ en janvier 2018 concernant le placement de CS. Celle-ci a subi une perte sur son placement dans Tier 1.

49. Sur les conseils de l'intimé et au moyen d'un transfert effectué en mai 2014 de son compte Edward Jones, RS a investi, en septembre 2014, quelque 26 000 \$ dans un projet de Tier 1 appelé Scollard Development. Il a aussi transféré environ 29 000 \$ en juillet 2015 pour investir dans un projet de Tier 1 appelé Textbook. RS a payé des honoraires totaux de 1 976 \$ et reçu des paiements d'intérêt trimestriels totalisant 6 134 \$. Aucun intérêt n'a été versé après septembre 2016 même si certains honoraires ont continué d'être retirés jusqu'en avril 2018. Les relevés d'Olympia Trust indiquent un paiement de 10 248 \$ en janvier 2018 concernant le projet Scollard Development et un paiement de 3 928 \$ en mars 2018 concernant le projet Textbook. RS a subi une perte sur ses placements dans Tier 1.

Les autres clients

50. Durant la période des faits reprochés, l'intimé a facilité des placements dans Tier 1 pour d'autres clients que ceux mentionnés ci-dessus. Ces clients figurent dans le tableau au paragraphe 20a) ci-dessus. L'intimé a déclaré que, parfois, JC était présent durant les discussions et a fourni des documents sur les projets de Tier 1 aux clients. L'intimé ne connaissait pas les dates exactes de ces placements ni leur montant exact, mais les montants que six des autres clients (VF, MR, AK, LB, RP et CP) ont transférés de leurs comptes Edward Jones entre septembre 2014 et le 8 février 2016 pour les investir dans les projets de Tier 1 totalisaient environ 328 000 \$. L'intimé n'a pas déclaré le rôle qu'il a joué dans ces placements à son employeur.

La rémunération

51. L'intimé a également déclaré au personnel qu'il avait reçu, au cours de la période des faits reprochés, une rémunération de JC concernant les placements dans Tier 1, rémunération qui variait de 1 % à 3 % du placement. Il a également déclaré qu'il avait reçu 55 450 \$ en rémunération nette pour les placements dans Tier 1 au cours de la période des faits reprochés.

L'activité professionnelle externe

52. Le manuel des politiques et procédures d'Edward Jones (le manuel) prévoit qu'aucun associé ne peut participer à une activité professionnelle externe à moins d'avoir obtenu une autorisation écrite. L'activité professionnelle externe est définie dans le manuel comme le fait de s'engager dans une activité professionnelle pour une autre entité, d'accepter une rémunération de la part de toute autre entité, etc.
53. En 2014 et 2015, l'intimé n'a indiqué aucune activité professionnelle externe sur les questionnaires d'audit annuel de son employeur.
54. L'intimé n'a pas obtenu l'approbation écrite de son employeur ni informé Edward Jones de ses démarches concernant Tier 1 et l'achat de ces placements par ses clients.

Les ordonnances de la CSFO

55. En octobre 2016, après avoir publié un avis d'intention, la CSFO a rendu une ordonnance provisoire suspendant les permis de Tier 1 Mortgage et de First Commonwealth en raison d'un certain nombre de contraventions, dont le manquement à l'obligation de communiquer les risques et les conflits d'intérêts.
56. L'ordonnance provisoire de la CSFO énonçait en partie ce qui suit :

Des examens de First Commonwealth et de Tier 1 Mortgage et d'autres enquêtes menées par le personnel de la CSFO ont révélé un certain nombre de graves infractions à la Loi.

Les infractions sont répandues et témoignent d'un mépris systémique des mesures fondamentales de protection des consommateurs précisées dans la Loi. Les infractions les plus graves ont trait à l'omission de divulguer par écrit les risques importants et de divulguer les conflits d'intérêt, à l'omission de s'assurer que des placements dans des prêts consortiaux (prêt pour lequel il y a plus d'un prêteur ou investisseur) conviennent à l'investisseur à qui ils sont présentés et à la fourniture de renseignements faux ou trompeurs quant à la caractérisation des valeurs d'expertise considérées comme la valeur « tel quel » des propriétés concernées alors que ces valeurs d'expertise étaient en fait fondées sur l'achèvement complet du développement proposé.

Ces contraventions amplifient le risque inhérent au type de placements dans des prêts consortiaux vendus par les maisons de courtage de cette affaire. Ces placements dans des prêts consortiaux fonctionnent sous forme de financement de type mezzanine par des particuliers individuels qui octroient des prêts à la consommation, ce qui permet au promoteur immobilier de financer les premières dépenses de mise en valeur. Lorsque les investisseurs dont la garantie sera subordonnée aux crédits de construction ayant un droit prioritaire ne sont pas au fait de la valeur réelle de la propriété et qu'ils reçoivent des renseignements incomplets, les risques qu'ils encourent sont importants.

57. L'intimé n'était pas un dirigeant ou un administrateur de Tier 1 Mortgage, de First Commonwealth, de Tier 1 TAS ou d'Olympia Trust.
58. En janvier 2018, la CSFO a révoqué les permis de maison de courtage d'hypothèques de Tier 1 Mortgage et de First Commonwealth.

FAIT à St. Catharines (Ontario) le 30 novembre 2020.

« Dean Martin Jenkins »

Dean Martin Jenkins, intimé

« Kathryn Andrews »

Kathryn Andrews

Avocate principale de la mise en application,
au nom du personnel de l'Organisme canadien de
réglementation du commerce des valeurs
mobilières

Tous droits réservés © 2021 Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.



Mutual Fund Dealers Association of Canada
Association canadienne des courtiers de fonds mutuels

**IN THE MATTER OF A DISCIPLINARY HEARING
PURSUANT TO SECTIONS 20 AND 24 OF BY-LAW NO. 1 OF
THE MUTUAL FUND DEALERS ASSOCIATION OF CANADA**

Re: Dean Martin Jenkins

NOTICE OF HEARING

NOTICE is hereby given that a first appearance will take place by teleconference before a hearing panel of the Central Regional Council (“Hearing Panel”) of the Mutual Fund Dealers Association of Canada (“MFDA”) in the hearing room at the MFDA offices, 121 King Street West, Suite 1000, Toronto, Ontario on March 31, 2020 at 10:00 a.m. (Eastern), or as soon thereafter as the hearing can be held, concerning a disciplinary proceeding commenced by the MFDA against Dean Martin Jenkins (“Respondent”).

DATED this 15th day of January, 2020.

“Michelle Pong”

Michelle Pong
Director, Regional Councils

Mutual Fund Dealers Association of Canada
121 King Street West, Suite 1000
Toronto, ON M5H 3T9
Telephone: 416-945-5134
Email: corporatesecretary@mfd.ca

NOTICE is further given that the MFDA alleges the following violations of the By-laws, Rules or Policies of the MFDA:

Allegation #1: In 2016, the Respondent recommended, sold or facilitated the sale of syndicated mortgages totaling approximately \$1,079,350 to 11 clients and five other investors outside the Member, thereby engaging in securities related business that was not carried on for the account of the Member and through its facilities, contrary to the Member's policies and procedures, and MFDA Rules 1.1.1, 2.1.1, 1.1.2, or 2.5.1.

Allegation #2: In 2016, the Respondent engaged in outside activities relating to the sale of syndicated mortgages totaling approximately \$1,079,350 to 11 clients and five other investors that were not disclosed to and approved by the Member, contrary to the Member's policies and procedures, and MFDA Rules 1.3.2 (formerly Rule 1.2.1(c))¹, 2.1.1, 1.1.2, or 2.5.1.

Allegation #3: In 2016, the Respondent made referrals in respect of the sale of syndicated mortgages totaling approximately \$1,079,350 to 11 clients and five other investors outside the Member, thereby participating in a referral arrangement that was not approved by the Member and to which the Member was not a party, contrary to the Member's policies and procedures, and MFDA Rules 2.4.2, 2.1.1, 1.1.2, or 2.5.1.

Allegation #4: The Respondent misled the Member and MFDA Staff during the course of an investigation into his conduct when he:

- a) on or about December 20, 2017, provided a misleading written statement to the Member regarding the compensation he received for the sale or referral of syndicated mortgages; and
- b) on January 11, 2018, in response to a request for information from MFDA Staff, provided another misleading written statement to the Member regarding the compensation he received for the sale or referral of syndicated mortgages;

thereby engaging in conduct which is unbecoming and detrimental to the public interest, contrary to MFDA Rule 2.1.1.

¹ Effective March 17, 2016, former MFDA Rule 1.2.1(c) was amended and renumbered as MFDA Rule 1.3.2.

Allegation #5: Between February 2016 and February 2017, the Respondent obtained, possessed and, in some instances, used to process transactions, 70 pre-signed account forms in respect of 45 clients, contrary to MFDA Rule 2.1.1.

PARTICULARS

NOTICE is further given that the following is a summary of the facts alleged and intended to be relied upon by the MFDA at the hearing:

Registration History

1. From 2009 to February 12, 2016, the Respondent was registered in Ontario with a Dealer Member of the Investment Industry Regulatory Organization of Canada.
2. From February 22, 2016 to March 31, 2018, the Respondent was registered in Ontario as a dealing representative (formerly known as a mutual fund salesperson) with FundEX Investments Inc. (“FundEX”), a Member of the MFDA.
3. The Respondent is not currently registered in the securities industry in any capacity.
4. At all material times, the Respondent conducted business in the St. Catharines, Ontario area.

Bulletin #0583-P

5. On November 12, 2013, the MFDA issued Bulletin #0583-P Transactions by Approved Persons in Syndicated Mortgage Securities. The Bulletin provided guidance with respect to syndicated mortgages. The Bulletin specifically advised that all syndicated mortgages sold or referred by Approved Persons must be facilitated through the accounts and facilities of the Member in accordance with the requirement of Rule 1.1.1 and are subject to all applicable MFDA Rules.

Tier 1 Syndicated Mortgages

6. Tier 1 Mortgage Corporation (“Tier 1 Mortgage”) and First Commonwealth Mortgage Corporation (“First Commonwealth”) were mortgage brokerages licensed by the Financial Services Commission of Ontario (“FSCO”).

7. Tier 1 Transaction Advisory Services Inc. (“Tier 1 Transaction”) was a company that was affiliated with Tier 1 Mortgage and First Commonwealth.

8. Tier 1 Mortgage, First Commonwealth and Tier 1 Transaction were engaged in the distribution of syndicated mortgage investments (the “Tier 1 SMIs”) to investors.

9. In or about 2013, the Respondent met JC, who was involved in the distribution of Tier 1 SMIs.

10. The Respondent subsequently entered into an arrangement (the “Arrangement”) with JC to facilitate the sale of Tier 1 SMIs to investors, in exchange for JC paying the Respondent a fee equal to 2.5% to 3% of the amount that each investor invested.

11. In 2016, during the period that the Respondent was registered with FundEX, the Respondent recommended, sold, facilitated the sale of, or made referrals in respect of the sale of Tier 1 SMIs totaling approximately \$1,079,350 to 11 clients and five other investors outside the Member, as described in the table below:

Investor	Tier 1 SMI	Amount
Client DD	445 Princess Street	\$28,000
Client DF	445 Princess Street	\$25,500
MR	445 Princess Street Hazelton	\$51,000 \$25,500
PD	445 Princess Street Hazelton	\$65,000 \$105,000
Client AH	445 Princess Street Hazelton	\$75,000 \$40,000
Client JH	445 Princess Street	\$76,000
Client SS	445 Princess Street	\$38,700
Client MP	445 Princess Street	\$25,500
Client TK	445 Princess Street	\$48,750
Client CP	445 Princess Street	\$59,900

Investor	Tier 1 SMI	Amount
Client ### Ontario Inc.	445 Princess Street	\$85,000
	Hazelton	\$40,000
	774 Bronson	\$65,000
KB	445 Princess Street	\$25,500
CH	445 Princess Street	\$30,000
	Hazelton	\$46,000
GVS	Hazelton	\$34,000
Client JF	445 Princess Street	\$65,000
Client SW	445 Princess Street	\$25,000
TOTAL		\$1,079,350

12. Between April 2016 and August 2016, pursuant to the Arrangement, the Respondent received fees from JC totaling approximately \$28,970.17. The fees were paid into the account of the Respondent's corporation, Kingsman Wealth Management Group Inc. Some or all of the fees were made in relation to the conduct described above in paragraph 11.²

13. The Respondent did not disclose to FundEX that he was recommending, selling, facilitating the sale of, or making referrals in respect of the sale of the Tier 1 SMIs to clients and other investors.

14. None of the Respondent's activities with respect to the Tier 1 SMIs were approved by FundEX or conducted through its facilities.

15. The Respondent did not personally invest in the Tier 1 SMIs.

16. In October 2016, FSCO issued an interim order suspending the licenses of Tier 1, First Commonwealth, and the principals of Tier 1, First Commonwealth and Tier 1 Transaction. The interim order stated, among other things, that:

Examinations of the First Commonwealth and Tier 1 Mortgage and other enquiries by FSCO staff revealed a number of serious contraventions of the *[Mortgage Brokerages, Lenders and Administrators]* Act. The contraventions are widespread and reveal systemic disregard for the basic consumer protection measures set out in the Act. The most serious contraventions relate to the failure to provide written disclosure of material risks, disclosure of conflicts of interest, the failure to ensure that syndicated mortgage investments ("SMIs") (a mortgage for which there is more than one lender or investor) were suitable for the investor to whom they were

² Some of the fees may have been for conduct that occurred before the Respondent became an Approved Person registered with FundEX.

presented and the provision of false and misleading information as to the characterization of appraisals as reflecting the “as is” value of the relevant properties when such appraisals were actually premised on the successful completion of the proposed development.

These contraventions exacerbate the risk inherent to the type of SMIs sold by the brokerages in this case. Such SMIs function as a form of mezzanine-like financing provided by individual, consumer lenders, which allows the developer to finance early development costs. Where the value of the property is misrepresented to investors whose security will be subordinated to senior ranking construction loans and where investors are provided with incomplete disclosure, the risks to investors are significant.

17. In October 2016, the Ontario Superior Court of Justice (Commercial List) appointed a trustee (the “Trustee”) to protect the interests of investors in the Tier 1 SMIs.

18. In January 2018, FSCO revoked the licenses of Tier 1, First Commonwealth, and the principals of Tier 1, First Commonwealth and Tier 1 Transaction.

19. According to communications from the Trustee, the recovery to investors in the 445 Princess Street Tier 1 SMI is nil.

Allegation #1 – Securities Related Business Outside the Member

20. At all material times, FundEX’s policies and procedures required that its Approved Persons only offer products that FundEX had approved for sale, and that all products be sold through FundEX.

21. In addition, FundEX’s policies and procedures stated the following: “FundEX does not authorize the sale of or referral to [...] Syndicated Mortgage Investments (“SMI”) by its Representatives.”

22. As described above at paragraph 11, the Respondent recommended, sold, or facilitated the sale of Tier 1 SMIs totaling approximately \$1,079,350 to 11 clients and five other investors outside the Member.

23. In the course of engaging in the conduct described above, the Respondent, in some or all instances:

- a) informed investors of the opportunity to invest in the Tier 1 SMIs;
- b) provided investors with brochures regarding the Tier 1 SMIs;
- c) offered to contact JC on behalf of the investors if they had questions about the Tier 1 SMIs;
- d) obtained investment documents in relation to the Tier 1 SMIs from JC and provided the investment documents to investors for completion and signature; or
- e) on behalf of investors, returned completed investment documents to JC for processing.

24. In addition, as described above at paragraph 12, the Respondent received fees from JC totaling approximately \$28,970.17 in respect of the sale of Tier 1 SMIs.

25. The Respondent did not disclose to FundEX that he was recommending, selling, or facilitating the sale of Tier 1 SMIs to clients and other investors.

26. FundEX did not approve the Tier 1 SMIs for sale to its clients by its Approved Persons, including the Respondent.

27. None of the purchases of the Tier 1 SMIs by clients were carried on for the account of FundEX or through its facilities.

28. None of the fees that the Respondent received from JC flowed through the books and records of FundEX.

29. By virtue of the foregoing, the Respondent engaged in securities related business that was not carried on for the account of the Member and through its facilities, contrary to the Member's policies and procedures and MFDA Rules 1.1.1, 2.1.1, 1.1.2, or 2.5.1.

Allegation #2 – Undisclosed and Unapproved Outside Business Activity

30. At all material times, FundEX's policies and procedures prohibited its Approved Persons from engaging in outside business activities that were not disclosed to and approved by FundEX.

31. In the event that the Respondent's activities described above did not constitute securities related business contrary to MFDA Rule 1.1.1, then the Respondent engaged in outside activities

with respect to the sale of Tier 1 SMIs totaling approximately \$1,079,350 to 11 clients and five other investors outside the Member as described above.

32. At no time did the Respondent disclose his activities relating to the Tier 1 SMIs to FundEX, and FundEX did not approve these activities.

33. By virtue of the foregoing, the Respondent engaged in outside activities relating to the sale of syndicated mortgages that were not disclosed to and approved by the Member, contrary to the Member's policies and procedures and MFDA Rules 1.3.2 (formerly Rule 1.2.1(c)), 2.1.1, 1.1.2, or 2.5.1.

Allegation #3 – Referral Arrangement Outside the Member

34. At all material times, FundEX's policies and procedures required that its Approved Persons only participate in referral arrangements that FundEX had approved, and that all fees or commissions paid or received as a result of approved referral arrangements be recorded on the books and records of FundEX.

35. To the extent that the Respondent made referrals in respect of the sale of syndicated mortgages totaling approximately \$1,079,350 to 11 clients and five other investors as described above in paragraph 11, the Respondent participated in a referral arrangement that FundEX had not approved and was not a party to.

36. The Respondent received referral fees from JC in the amount of approximately \$28,970.17 for referring investors to JC to purchase syndicated mortgages, which did not flow through the books and records of FundEX.

37. The Respondent failed to disclose any referral arrangement with JC or in respect of the syndicated mortgages to FundEX, and at no time did FundEX approve of the referral arrangement.

38. By virtue of the foregoing, the Respondent participated in a referral arrangement that was not approved by the Member and to which the Member was not a party, contrary to the Member's policies and procedures, and MFDA Rules 2.4.2, 2.1.1, 1.1.2, or 2.5.1.

Allegation #4 – Misleading the Member and MFDA Staff

39. As described in the table above at paragraph 11, in 2016, client JF invested \$65,000 in a Tier 1 SMI.

40. In or about December 2017, client JF submitted a complaint to FundEX alleging, among other things, that the Respondent had failed to disclose the fees that he received as a result of client JF's investment in the Tier 1 SMI.

41. On December 5, 2017, FundEX provided a copy of client JF's complaint to the Respondent, and requested a written statement from the Respondent concerning the complaint.

42. On or about December 20, 2017, the Respondent provided a written statement to FundEX. The Respondent's written statement was misleading in that he falsely indicated that he had not received compensation for the sale or referral of Tier 1 SMIs. In particular, the Respondent stated the following in his written statement: "At no time have I been compensated by Tier One or through a mortgage Broker. I have no referral arrangement with either Tier One or Mortgage Broker."

43. In fact, as described above in paragraph 12, between April 2016 and August 2016, the Respondent received fees from JC totaling approximately \$28,970.17 for the sale of Tier 1 SMIs or referral of investors to JC to invest in the Tier 1 SMIs.

44. On January 3, 2018, FundEX requested an additional written statement from the Respondent concerning his involvement in the sale of syndicated mortgages. FundEX advised the Respondent that his written statement was required by MFDA Staff for the purposes of its investigation. Among other things, FundEX specifically requested that the Respondent provide a response to the following question: "Detail any fees, commissions or any other remuneration you have received in relation to the recommendation/sale/referral of syndicated mortgages and indicate the name of the entity these fees/commissions were paid to."

45. On January 11, 2018, the Respondent provided a written statement to FundEX. The Respondent's written statement was misleading in that he falsely indicated that he had not received compensation related to the sale or referral of syndicated mortgages. In particular, the Respondent

stated the following in response to FundEX's question described above in paragraph 44: "There is no commissions and remuneration [sic] for sale/referral of syndicated mortgage from [JC]."

46. By virtue of the foregoing, the Respondent engaged in conduct which is unbecoming and detrimental to the public interest, contrary to MFDA Rule 2.1.1.

Allegation #5 – Pre-Signed Account Forms

47. At all material times, FundEX's policies and procedures prohibited its Approved Persons from holding pre-signed account forms.

48. Between February 2016 and February 2017, the Respondent obtained, possessed, and in some instances, used to process transactions, 70 pre-signed account forms in respect of 45 clients.

49. The pre-signed account forms consisted of Nominee Systematic Instruction Forms, Self-Directed Account Application Forms, New Client Application Forms, Transfer Authorization Forms, Order Entry Forms, a KYC Update Form, an Internal Transfer Form and an Education Savings Plan Application Form.

50. By virtue of the foregoing, the Respondent failed to adhere to the standard of conduct, contrary to MFDA Rule 2.1.1.

NOTICE is further given that the Respondent shall be entitled to appear and be heard and be represented by counsel or agent at the hearing and to make submissions, present evidence and call, examine and cross-examine witnesses.

NOTICE is further given that MFDA By-laws provide that if, in the opinion of the Hearing Panel, the Respondent:

- has failed to carry out any agreement with the MFDA;
- has failed to comply with or carry out the provisions of any federal or provincial statute relating to the business of the Member or of any regulation or policy made pursuant thereto;
- has failed to comply with the provisions of any By-law, Rule or Policy of the MFDA;

- has engaged in any business conduct or practice which such Regional Council in its discretion considers unbecoming or not in the public interest; or
- is otherwise not qualified whether by integrity, solvency, training or experience,

the Hearing Panel has the power to impose any one or more of the following penalties:

- a) a reprimand;
- b) a fine not exceeding the greater of:
 - (i) \$5,000,000.00 per offence; and
 - (ii) an amount equal to three times the profit obtained or loss avoided by such person as a result of committing the violation;
- c) suspension of the authority of the person to conduct securities related business for such specified period and upon such terms as the Hearing Panel may determine;
- d) revocation of the authority of such person to conduct securities related business;
- e) prohibition of the authority of the person to conduct securities related business in any capacity for any period of time; and
- f) such conditions of authority to conduct securities related business as may be considered appropriate by the Hearing Panel.

NOTICE is further given that the Hearing Panel may, in its discretion, require that the Respondent pay the whole or any portion of the costs of the proceedings before the Hearing Panel and any investigation relating thereto.

NOTICE is further given that the Respondent must **serve a Reply** on Enforcement Counsel and **file a Reply** with the Office of the Corporate Secretary within twenty days from the date of service of this Notice of Hearing.

A **Reply** shall be **served** upon Enforcement Counsel at:

Mutual Fund Dealers Association of Canada
 121 King Street West, Suite 1000
 Toronto, ON M5H 3T9
 Attention: Paul Blasiak
 Email: pblasiak@mfd.ca

A **Reply** shall be **filed** by:

- a) providing four copies of the **Reply** to the Office of the Corporate Secretary by personal delivery, mail or courier to:

The Mutual Fund Dealers Association of Canada
121 King Street West, Suite 1000
Toronto, ON M5H 3T9
Attention: Office of the Corporate Secretary; or

- b) transmitting one electronic copy of the **Reply** to the Office of the Corporate Secretary by e-mail at corporatesecretary@mfd.ca.

A **Reply** may either:

- (i) specifically deny (with a summary of the facts alleged and intended to be relied upon by the Respondent, and the conclusions drawn by the Respondent based on the alleged facts) any or all of the facts alleged or the conclusions drawn by the MFDA in the Notice of Hearing; or
- (ii) admit the facts alleged and conclusions drawn by the MFDA in the Notice of Hearing and plead circumstances in mitigation of any penalty to be assessed.

NOTICE is further given that the Hearing Panel may accept as having been proven any facts alleged or conclusions drawn by the MFDA in the Notice of Hearing that are not specifically denied in the **Reply**.

NOTICE is further given that if the Respondent fails:

- a) to **serve** and **file** a **Reply**; or
- b) attend at the hearing specified in the Notice of Hearing, notwithstanding that a **Reply** may have been served,

the Hearing Panel may proceed with the hearing of the matter on the date and the time and place set out in the Notice of Hearing (or on any subsequent date, at any time and place), without any further notice to and in the absence of the Respondent, and the Hearing Panel may accept the facts

alleged or the conclusions drawn by the MFDA in the Notice of Hearing as having been proven and may impose any of the penalties described in the By-laws.

END.

DM 721015

Agreed Statement of Facts

File No. 202006



Mutual Fund Dealers Association of Canada
Association canadienne des courtiers de fonds mutuels

**IN THE MATTER OF A DISCIPLINARY HEARING
PURSUANT TO SECTIONS 20 AND 24 OF BY-LAW NO. 1
OF THE MUTUAL FUND DEALERS ASSOCIATION OF CANADA**

Re: Dean Martin Jenkins

AGREED STATEMENT OF FACTS

I. INTRODUCTION

1. By Notice of Hearing dated January 15, 2020, the Mutual Fund Dealers Association of Canada (the “MFDA”) commenced a disciplinary proceeding against Dean Martin Jenkins (the “Respondent”) pursuant to ss. 20 and 24 of MFDA By-law No. 1.

2. The Notice of Hearing set out the following allegations:

Allegation #1: In 2016, the Respondent recommended, sold or facilitated the sale of syndicated mortgages totaling approximately \$1,079,350 to 11 clients and 5 other investors outside the Member, thereby engaging in securities related business that was not carried on for the account of the Member and through its facilities, contrary to the Member’s policies and procedures, and MFDA Rules 1.1.1, 2.1.1, 1.1.2, or 2.5.1.

Allegation #2: In 2016, the Respondent engaged in outside activities relating to the sale of syndicated mortgages totaling approximately \$1,079,350 to 11 clients and 5 other investors

that were not disclosed to and approved by the Member, contrary to the Member's policies and procedures, and MFDA Rules 1.3.2 (formerly Rule 1.2.1(c))¹, 2.1.1, 1.1.2, or 2.5.1.

Allegation #3: In 2016, the Respondent made referrals in respect of the sale of syndicated mortgages totaling approximately \$1,079,350 to 11 clients and 5 other investors outside the Member, thereby participating in a referral arrangement that was not approved by the Member and to which the Member was not a party, contrary to the Member's policies and procedures, and MFDA Rules 2.4.2, 2.1.1, 1.1.2, or 2.5.1.

Allegation #4: The Respondent misled the Member and MFDA Staff during the course of an investigation into his conduct when he:

- a) on or about December 20, 2017, provided a misleading written statement to the Member regarding the compensation he received for the sale or referral of syndicated mortgages; and
- b) on January 11, 2018, in response to a request for information from MFDA Staff, provided another misleading written statement to the Member regarding the compensation he received for the sale or referral of syndicated mortgages;

thereby engaging in conduct which is unbecoming and detrimental to the public interest, contrary to MFDA Rule 2.1.1.

Allegation #5: Between February 2016 and February 2017, the Respondent obtained, possessed and, in some instances, used to process transactions, 70 pre-signed account forms in respect of 45 clients, contrary to MFDA Rule 2.1.1.

II. IN PUBLIC/IN CAMERA

- 3. The Respondent and Staff of the MFDA ("Staff") agree that this matter should be heard in public pursuant to Rule 1.8 of the MFDA *Rules of Procedure*.

III. ADMISSIONS AND ISSUES TO BE DETERMINED

- 4. The Respondent has reviewed this Agreed Statement of Facts and admits the facts set out in Part IV herein. The Respondent admits that the facts in Part IV constitute misconduct for which

¹ Effective March 17, 2016, former MFDA Rule 1.2.1(c) was amended and renumbered as MFDA Rule 1.3.2.

the Respondent may be penalized on the exercise of the discretion of a Hearing Panel pursuant to s. 24.1 of MFDA By-law No. 1.

5. Staff and the Respondent jointly request that the Hearing Panel determine, on the basis of this Agreed Statement of Facts, the appropriate penalty to impose on the Respondent.

IV. AGREED FACTS

6. Staff and the Respondent agree that submissions made with respect to the appropriate penalty are based only on the agreed facts in Part IV and no other facts or documents, subject to paragraph 7 below. In the event the Hearing Panel advises one or both of Staff and the Respondent of any additional facts it considers necessary to determine the issues before it, Staff and the Respondent agree that such additional facts shall be provided to the Hearing Panel only with the consent of both Staff and the Respondent. If the Respondent is not present at the hearing, Staff may disclose additional relevant facts, at the request of the Hearing Panel.

7. Staff and the Respondent agree that the Respondent may lead evidence at the hearing on the merits that is relevant to the Respondent's remorse, financial circumstances, and any intentions to re-enter the securities industry. This evidence will be tendered solely for the purpose of the Hearing Panel's determination of the appropriate sanction and for no other purpose. Staff may lead any responding evidence at its discretion, and may cross-examine the Respondent and any witnesses tendered by the Respondent.

8. Nothing in this Part IV is intended to restrict the Respondent from making full answer and defence to any civil or other proceedings against him.

Registration History

9. From 2009 to February 12, 2016, the Respondent was registered in Ontario with a Dealer Member of the Investment Industry Regulatory Organization of Canada.

10. From February 22, 2016 to March 31, 2018, the Respondent was registered in Ontario as a dealing representative (formerly known as a mutual fund salesperson) with FundEX Investments Inc. ("FundEX"), a Member of the MFDA.

11. The Respondent is not currently registered in the securities industry in any capacity.
12. At all material times, the Respondent conducted business in the St. Catharines, Ontario area.

Tier 1 Syndicated Mortgages

13. Tier 1 Mortgage Corporation (“Tier 1 Mortgage”) and First Commonwealth Mortgage Corporation (“First Commonwealth”) were mortgage brokerages licensed by the Financial Services Commission of Ontario (“FSCO”) (now known as the Financial Services Regulatory Authority of Ontario).
14. Tier 1 Transaction Advisory Services Inc. (“Tier 1 Transaction”) was a company that was affiliated with Tier 1 Mortgage and First Commonwealth.
15. Tier 1 Mortgage, First Commonwealth and Tier 1 Transaction were engaged in the distribution of syndicated mortgage investments (the “Tier 1 SMIs”) to investors.
16. In or about 2013, the Respondent met JC. JC was involved in the distribution, marketing and promoting of Tier 1 SMIs. JC discussed the Tier 1 SMIs with the Respondent, and he provided brochures and other materials regarding the Tier 1 SMIs to the Respondent.
17. The Respondent subsequently entered into an arrangement (the “Arrangement”) with JC to facilitate the sale of Tier 1 SMIs to investors, in exchange for JC paying the Respondent compensation equal to 2.5% to 3% of the amount that each investor invested.
18. In 2016, during the period that the Respondent was registered with FundEX, the Respondent recommended, sold, or facilitated the sale of Tier 1 SMIs totaling approximately \$1,079,350 to 11 clients and 5 other investors outside the Member, as described in the table below:

Investor	Tier 1 SMI	Amount
Client DD	445 Princess Street	\$28,000
Client DF	445 Princess Street	\$25,500
MR	445 Princes Street Hazelton	\$51,000 \$25,500
PD	445 Princess Street Hazelton	\$65,000 \$105,000

Investor	Tier 1 SMI	Amount
Client AH	445 Princess Street Hazelton	\$75,000 \$40,000
Client JH	445 Princess Street	\$76,000
Client SS	445 Princess Street	\$38,700
Client MP	445 Princess Street	\$25,500
Client TK	445 Princess Street	\$48,750
Client CP	445 Princess Street	\$59,900
Client ### Ontario Inc.	445 Princess Street Hazelton 774 Bronson	\$85,000 \$40,000 \$65,000
KB	445 Princess Street	\$25,500
CH	445 Princess Street Hazelton	\$30,000 \$46,000
GVS	Hazelton	\$34,000
Client JF	445 Princess Street	\$65,000
Client SW	445 Princess Street	\$25,000
TOTAL		\$1,079,350

19. Between April 2016 and August 2016, pursuant to the Arrangement, the Respondent received compensation from JC totaling approximately \$28,970.17. The compensation was paid into the account of the Respondent's corporation, Kingsman Wealth Management Group Inc.

20. The Respondent did not disclose to FundEX that he was recommending, selling or facilitating the sale of Tier 1 SMIs to clients and other investors.

21. None of the Respondent's activities with respect to the Tier 1 SMIs were approved by FundEX or conducted through its facilities.

22. The Respondent did not personally invest in the Tier 1 SMIs.

23. In October 2016, FSCO issued an interim order suspending the licenses of Tier 1, First Commonwealth, and the principals of Tier 1, First Commonwealth and Tier 1 Transaction. The interim order stated, among other things, that:

Examinations of the First Commonwealth and Tier 1 Mortgage and other enquiries by FSCO staff revealed a number of serious contraventions of the *[Mortgage Brokerages, Lenders and Administrators]* Act. The contraventions are widespread and reveal systemic disregard for the basic consumer protection measures set out in the Act. The most serious contraventions relate to the failure to provide written disclosure of material risks, disclosure of conflicts of interest, the failure to ensure

that syndicated mortgage investments (“SMIs”) (a mortgage for which there is more than one lender or investor) were suitable for the investor to whom they were presented and the provision of false and misleading information as to the characterization of appraisals as reflecting the “as is” value of the relevant properties when such appraisals were actually premised on the successful completion of the proposed development.

These contraventions exacerbate the risk inherent to the type of SMIs sold by the brokerages in this case. Such SMIs function as a form of mezzanine-like financing provided by individual, consumer lenders, which allows the developer to finance early development costs. Where the value of the property is misrepresented to investors whose security will be subordinated to senior ranking construction loans and where investors are provided with incomplete disclosure, the risks to investors are significant.

24. In October 2016, following the interim order issued by FSCO described above, the Ontario Superior Court of Justice (Commercial List) appointed a trustee (the “Trustee”) to protect the interests of investors in the Tier 1 SMIs.

25. In January 2018, FSCO revoked the licenses of Tier 1, First Commonwealth, and the principals of Tier 1, First Commonwealth and Tier 1 Transaction.

26. The Trustee has advised that: the recovery to investors in the 445 Princess Street Tier 1 SMI is nil; the recovery to investors in the Hazelton Tier 1 SMI is 101.1% of their investment; and the recovery to investors in the 774 Bronson Tier 1 SMI is 7.1% of their investment.

27. The investor losses are summarized in the table below:

Tier 1 SMI	Recovery to Investors	Approximate total amount of investment that the Respondent recommended, sold, or facilitated the sale of	Approximate Investor Loss
445 Princess Street	Nil	\$723,850 to 15 investors	\$723,850
Hazelton	101.1% of the investment	\$290,500 to 6 investors	None
774 Bronson	7.1% of the investment	\$65,000 to one investor	\$60,385
TOTAL		\$1,079,350	\$784,235

28. Of the clients listed in the table above at paragraph 18, clients JF and SW, who were investors in the 445 Princess Street Tier 1 SMI, complained to the Member. Clients JF and SW

subsequently accepted payments of compensation from the Member in the amounts of \$50,000 and \$12,769, respectively.

29. The Respondent states that other than recommending, selling or facilitating the sale of Tier 1 SMIs, he was not involved in the day-to-day operations of Tier 1 Mortgage, First Commonwealth or Tier 1 Transaction.

Securities Related Business Outside the Member

30. At all material times, FundEX's policies and procedures required that its Approved Persons only offer products that FundEX had approved for sale, and that all products be sold through FundEX.

31. In addition, FundEX's policies and procedures stated the following: "FundEX does not authorize the sale of or referral to [...] Syndicated Mortgage Investments ("SMI") by its Representatives."

32. As described above at paragraph 18, the Respondent recommended, sold, or facilitated the sale of Tier 1 SMIs totaling approximately \$1,079,350 to 11 clients and 5 other investors outside the Member.

33. In the course of engaging in the conduct described above, the Respondent:

- a) informed investors of the opportunity to invest in the Tier 1 SMIs;
- b) provided investors with brochures regarding the Tier 1 SMIs;
- c) offered to contact JC on behalf of the investors if they had questions about the Tier 1 SMIs;
- d) obtained investment documents in relation to the Tier 1 SMIs from JC and provided the investment documents to investors for completion and signature; and
- e) on behalf of investors, returned completed investment documents to JC for processing.

34. In addition, as described above at paragraph 19, the Respondent received compensation from JC totaling approximately \$28,970.17 in respect of the sale of Tier 1 SMIs.

35. The Respondent did not disclose to FundEX that he was recommending, selling, or facilitating the sale of Tier 1 SMIs to clients and other investors.

36. FundEX did not approve the Tier 1 SMIs for sale to its clients by its Approved Persons, including the Respondent.

37. None of the purchases of the Tier 1 SMIs by clients were carried on for the account of FundEX or through its facilities.

38. None of the compensation that the Respondent received from JC flowed through the books and records of FundEX.

39. By virtue of the foregoing, the Respondent engaged in securities related business that was not carried on for the account of the Member and through its facilities, contrary to the Member's policies and procedures and MFDA Rules 1.1.1, 2.1.1, 1.1.2, and 2.5.1.

Undisclosed and Unapproved Outside Business Activity

40. At all material times, FundEX's policies and procedures prohibited its Approved Persons from engaging in outside business activities that were not disclosed to and approved by FundEX.

41. In the event that the Respondent's activities described above did not constitute securities related business contrary to MFDA Rule 1.1.1, then the Respondent engaged in outside activities with respect to the sale of Tier 1 SMIs totaling approximately \$1,079,350 to 11 clients and 5 other investors outside the Member as described above.

42. At no time did the Respondent disclose his activities relating to the Tier 1 SMIs to FundEX, and FundEX did not approve these activities.

43. By virtue of the foregoing, the Respondent engaged outside activities relating to the sale of syndicated mortgages that were not disclosed to and approved by the Member, contrary to the Member's policies and procedures and MFDA Rules 1.3.2 (formerly Rule 1.2.1(c)), 2.1.1, 1.1.2, and 2.5.1.

Misleading the Member

44. As described in the table above at paragraph 18, in 2016, client JF invested \$65,000 in a Tier 1 SMI.

45. In or about December 2017, client JF submitted a complaint to FundEX alleging, among other things, that the Respondent had failed to disclose the compensation that he received as a result of client JF's investment in the Tier 1 SMI.

46. On December 5, 2017, FundEX provided a copy of client JF's complaint to the Respondent, and requested a written statement from the Respondent concerning the complaint.

47. On or about December 20, 2017, the Respondent provided a written statement to FundEX. The Respondent's written statement was misleading because, in response to client JF's allegation described above in paragraph 45, the Respondent failed to inform FundEX of the compensation that he received from JC in relation to the sale of Tier 1 SMIs. In particular, the Respondent stated the following in his written statement: "At no time have I been compensated by Tier One or through a mortgage Broker. I have no referral arrangement with either Tier One or Mortgage Broker."

48. In fact, as described above in paragraph 19, between April 2016 and August 2016, the Respondent received compensation from JC totaling approximately \$28,970.17 in relation to the sale of Tier 1 SMIs.

49. On January 3, 2018, FundEX requested an additional written statement from the Respondent concerning his involvement in the sale of syndicated mortgages. FundEX advised the Respondent that his written statement was required by MFDA Staff for the purposes of its investigation. Among other things, FundEX specifically requested that the Respondent provide a response to the following question: "Detail any fees, commissions or any other remuneration you have received in relation to the recommendation/sale/referral of syndicated mortgages and indicate the name of the entity these fees/commissions were paid to."

50. On January 11, 2018, the Respondent provided a written statement to FundEX. The Respondent's written statement was misleading because he falsely indicated that he had not

received compensation related to the sale of syndicated mortgages. In particular, the Respondent stated the following in response to FundEX's question described above in paragraph 49: "There is no commissions and remuneration [sic] for sale/referral of syndicated mortgage from [JC]."

51. By virtue of the foregoing, the Respondent engaged in conduct which is unbecoming and detrimental to the public interest, contrary to MFDA Rule 2.1.1.

Pre-Signed Account Forms

52. At all material times, FundEX's policies and procedures prohibited its Approved Persons from holding pre-signed account forms.

53. Between February 2016 and February 2017, the Respondent obtained, possessed, and in some instances, used to process transactions, 70 pre-signed account forms in respect of 45 clients.

54. The pre-signed account forms consisted of Nominee Systematic Instruction Forms, Self-Directed Account Application Forms, New Client Application Forms, Transfer Authorization Forms, Order Entry Forms, a KYC Update Form, an Internal Transfer Form and an Education Savings Plan Application Form.

55. By virtue of the foregoing, the Respondent failed to adhere to the standard of conduct, contrary to MFDA Rule 2.1.1.

Additional Factors

56. The Respondent has not previously been the subject of MFDA disciplinary proceedings.

57. There is no evidence that the Respondent received any financial benefit from obtaining or using the pre-signed account forms described above beyond any commissions or fees that he would ordinarily be entitled to had the transactions been carried out in the proper manner.

58. With regard to the pre-signed account forms described above, there is no evidence of client complaints, client loss or lack of authorization for the underlying transactions.

Misconduct Admitted

59. By engaging in the conduct described above, the Respondent admits that:

- a) in 2016, he recommended, sold or facilitated the sale of syndicated mortgages totaling approximately \$1,079,350 to 11 clients and 5 other investors outside the Member, thereby engaging in securities related business that was not carried on for the account of the Member and through its facilities, contrary to the Member's policies and procedures, and MFDA Rules 1.1.1, 2.1.1, 1.1.2, and 2.5.1;
- b) in 2016, he engaged in outside activities relating to the sale of syndicated mortgages totaling approximately \$1,079,350 to 11 clients and 5 other investors that were not disclosed to and approved by the Member, contrary to the Member's policies and procedures, and MFDA Rules 1.3.2 (formerly Rule 1.2.1(c))², 2.1.1, 1.1.2, and 2.5.1;
- c) he misled the Member during the course of an investigation into his conduct when he:
 - i. on or about December 20, 2017, provided a misleading written statement to the Member regarding the compensation he received in relation to the sale of syndicated mortgages; and
 - ii. on January 11, 2018, provided another misleading written statement to the Member regarding the compensation he received in relation to the sale of syndicated mortgages;
 thereby engaging in conduct which is unbecoming and detrimental to the public interest, contrary to MFDA Rule 2.1.1; and
- d) between February 2016 and February 2017, he obtained, possessed and, in some instances, used to process transactions, 70 pre-signed account forms in respect of 45 clients, contrary to MFDA Rule 2.1.1.

Execution of Agreed Statement of Facts

60. This Agreed Statement of Facts may be signed in one or more counterparts which together shall constitute a binding agreement.

61. A facsimile copy of any signature shall be effective as an original signature.

² Effective March 17, 2016, former MFDA Rule 1.2.1(c) was amended and renumbered as MFDA Rule 1.3.2.

DATED this 2nd day of November, 2020.

“Dean Martin Jenkins”

Dean Martin Jenkins

“Charles Toth”

Staff of the MFDA

Per: Charles Toth

Vice-President, Enforcement

DM 777367



Mutual Fund Dealers Association of Canada
Association canadienne des courtiers de fonds mutuels

NEWS RELEASE

For immediate release

For further information, please contact:

Marco Wynnycky
Director, Hearings
416-945-5146
mwynnycky@mfda.ca

MFDA Hearing Panel reserves judgment on sanctions in the matter of Dean Jenkins

November 3, 2020 (Toronto, Ontario) – The Mutual Fund Dealers Association of Canada (“MFDA”) commenced a disciplinary proceeding in respect of Dean Martin Jenkins (“Respondent”) by Notice of Hearing dated January 15, 2020.

A disciplinary hearing in this matter was held today by electronic hearing before a three-member Hearing Panel of the MFDA’s Central Regional Council. Prior to the hearing, the parties filed an Agreed Statement of Facts dated November 2, 2020 (“Agreed Statement of Facts”) in which the Respondent admitted to facts constituting contraventions of MFDA By-laws, Rules or Policies, for which the Respondent could be penalized by a Hearing Panel pursuant to section 24.1 of MFDA By-law No. 1. In particular, the Respondent admitted that:

- a) in 2016, he recommended, sold or facilitated the sale of syndicated mortgages totaling approximately \$1,079,350 to 11 clients and 5 other investors outside the Member, thereby engaging in securities related business that was not carried on for the account of the Member and through its facilities, contrary to the Member’s policies and procedures, and MFDA Rules 1.1.1, 2.1.1, 1.1.2, and 2.5.1;
- b) in 2016, he engaged in outside activities relating to the sale of syndicated mortgages totaling approximately \$1,079,350 to 11 clients and 5 other investors that were not disclosed to and approved by the Member, contrary to the Member’s policies and procedures, and MFDA Rules 1.3.2 (formerly Rule 1.2.1(c)), 2.1.1, 1.1.2, and 2.5.1;
- c) he misled the Member during the course of an investigation into his conduct when he:
 - i. on or about December 20, 2017, provided a misleading written statement to the Member regarding the compensation he received in relation to the sale of syndicated mortgages; and
 - ii. on January 11, 2018, provided another misleading written statement to the Member regarding the compensation he received in relation to the sale of syndicated mortgages;thereby engaging in conduct which is unbecoming and detrimental to the public interest, contrary to MFDA Rule 2.1.1; and

- d) between February 2016 and February 2017, he obtained, possessed and, in some instances, used to process transactions, 70 pre-signed account forms in respect of 45 clients, contrary to MFDA Rule 2.1.1.

Following submissions from the parties concerning sanctions, the Hearing Panel reserved its judgment and advised that it will issue its written decision and provide its reasons in due course.

Copies of the Notice of Hearing and the Agreed Statement of Facts are available on the MFDA website at www.mfda.ca. During the period described in the Agreed Statement of Facts, the Respondent carried on business in the St. Catharines, Ontario area.

The MFDA is the self-regulatory organization for Canadian mutual fund dealers, regulating the operations, standards of practice and business conduct of its Members and their approximately 81,000 Approved Persons with a mandate to protect investors and the public interest. For more information about the MFDA's complaint and enforcement processes, as well as links to 'Check an Advisor' and other Investor Tools, visit the For Investors page on the MFDA website.

-30-

DM 777775